

CHRONIQUES DE LECTURE N°4

Mars 2021

Rédigées par :



Jean-Louis Chambon

*Auteur et chroniqueur
spécialisé dans l'économie
et les Sciences sociales,
Président fondateur du
Cercle Turgot.*



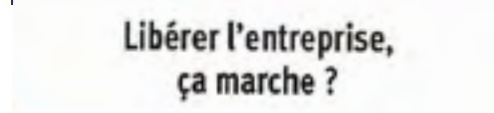
Jean-Jacques Pluchart

*Professeur émérite à
l'Université Paris I - Prism
Membre du jury du Prix
Turgot*

En partenariat avec :



AG2R LA MONDIALE



LE CERCLE TURGOT

SOMMAIRE DES CHRONIQUES

CHRONIQUES

- « Ethique et économie : comment sauver le libéralisme »p.3
Sous la direction de Bernard Esambert
Par Jean-Louis Chambon
- « L'économie désirable. Sortir du monde thermo-fossile »p.4
Pierre Veltz
Par Jean-Jacques Pluchart
- « L'entreprise libérée, ça marche ? »p.5
Ouvrage Collectif, sous la direction de Laurent Karsenty
Par Jean-Jacques Pluchart
- « Valoriser le capital immatériel des entreprises innovantes ».....p.6
Bernard Attali, Jacky Ouziel, Gilles Trigano, Stéphane Bellanger
Par Jean-Jacques Pluchart
- « L'économie, la finance et l'assurance après la Covid-19 ».....p.7
Ouvrage Collectif
Par Jean-Louis Chambon
- « Capitalisme et technologie - Les liaisons dangereuses -p.9
Vers les métiers de demain »
Pascal de Lima
Par Jean-Louis Chambon
- « La finance autoritaire - Vers la fin du néo-libéralisme ».....p.11
Malrène Benquet et Théo Bourgeron
Par Jean-Jacques Pluchart
- « 40 ans d'égarements économiquesp.12
- Quelques idées pour en sortir »
Pascal de Lima
Par Jean-Jacques Pluchart

ETHIQUE ET ECONOMIE : COMMENT SAUVER LE LIBÉRALISME ?

Sous la direction de Bernard ESAMBERT



Ethique et économie
Comment sauver le libéralisme
Actes de la Fondation 2012-2019
Humensis - 361 pages - 27 €
[Commander en ligne](#)

Cette turbulente année 2020, avec son cortège de brumes sanitaires s'achève avec cette lueur d'espérance portée par la très remarquable publication des actes de la Fondation « Ethique et Economie ».

Organisé sous la direction de Bernard Esambert sous l'égide de l'Académie des Sciences morales et politiques avec le soutien du Président Bertrand Collomb, ce cycle de conférences tenu à l'Institut a été prolongé par les rapports de (5) groupes de travail sur les différents aspects du sujet et publié en 2019.

L'addition de ces travaux permettait de proposer une réflexion très approfondie (dont les actes ont été rendus disponibles), sur « l'éthique du système d'économie libéral » appelé aussi... capitalisme.

Sensibiliser, responsabiliser et faire agir les grands décideurs de la Planète sur ce thème dont moult événements nous rappellent quasi quotidiennement l'actualité douloureuse, est devenu pour l'homme « d'une vie d'influence » Bernard Esambert, une priorité majeure.

La richesse de son parcours, qui lui a fait connaître intimement les pratiques des hautes sphères politiques comme celles de la finance, de la science et des intelligences sous toutes leurs formes, lui a sans doute permis de percevoir mieux que quiconque l'urgence de répondre à la contestation qui s'amplifie et à la perte de pertinence et de sens de ce libéralisme qui, par-delà ses effets bénéfiques, nourrit les affrontements et détruit « les biens communs », ces ressources fournies gratuitement par la nature.

La mondialisation a transformé notre Planète en un champ de bataille sans morale et spiritualité : « [...] S'il y a bien une mondialisation idéale, celle où le progrès de chacun contribue au progrès de tous... » et, si le libéralisme des temps modernes a fait progresser la satisfaction des besoins vitaux, il a aussi creusé des écarts majeurs entre la société de consommation qui déborde de biens matériels et d'images pour les uns, sans procurer le minimum décent pour les autres.

Ce constat lourd de conséquences rejoint en tous points les réflexions d'Adam Smith qui soulignait déjà que : « [...] le libéralisme n'est légitime que s'il est inscrit dans un contexte institutionnel qui respecte la possibilité pour tous d'accéder aux « bonnes choses de la vie ».

Fort de ce constat et de ses convictions de « grand Sage » et d'humaniste que nous lui connaissons, Bernard Esambert s'est livré à une critique sévère des dysfonctionnements de l'économie de ce début du XXIème siècle.

Dans sa note d'avril 2018, (publiée dans cet ouvrage) il souhaite la création d'un code moral qui « [...] rende acceptable son fonctionnement à la majorité des femmes et des hommes, en recréant un peu de vertu et de grâce dans le système, en répondant aux aspirations et à l'immense désir de justice et de dignité... ».

La mondialisation s'est développée plus rapidement que ses nécessaires régulations par trop dispersées, et en l'absence d'un code éthique mondial. Aussi propose-t-il en invitant les vingt-deux prestigieux contributeurs à ce cycle, (de Jean Tirole, Pascal Lamy, Michel Camdessus, des économistes et les représentants des religions monothéistes), comme l'ensemble des personnalités, morales, politiques ou intellectuelles à mettre : « [...] de l'ordre dans notre image du monde et de ne plus lire l'économie comme une religion sans tables de la loi ... ».

Les quinze principaux domaines proposés à ces travaux passent en revue l'ensemble des grandeurs et misères du « système » : de la justice, première priorité, à la dignité, la fraternité, la solidarité, le travail des enfants, les égalités, le pouvoir et l'éthique dans l'entreprise, mais aussi... la cupidité, la philanthropie, la corruption, les biens, la pauvreté et l'environnement - écologie comprise -... Une légitime et grande ambition.

Mais la pandémie mondiale a retardé les avancées vers la constitution de cette « assemblée mondiale » que Bernard Esambert appelle de ses vœux. Elle devrait être composée des représentants des courants éthiques se reconnaissant dans ces principes du « vivre ensemble » et au-delà, elle permettrait l'émergence d'un libéralisme tempéré qui y gagnerait de nouvelles lettres de noblesse. La publication d'une charte éthique par un groupe de Sages, permettrait sans doute de « [...] fabriquer une nouvelle Histoire du Capitalisme libéral ... » qui devra beaucoup, pour sa renaissance, à la détermination de Bernard Esambert.

Une réflexion d'une richesse, intellectuelle, éthique et morale rare... Immanquable pour tous publics.

- Jean-Louis Chambon

SOUS LA DIRECTION DE



Bernard ESAMBERT

Proche collaborateur du Président Pompidou, dirigeant d'une prestigieuse Compagnie financière, ancien Président de Polytechnique et de l'Institut Pasteur, Président de nombreuses organisations caritatives (recherche sur le cerveau, l'épilepsie, Légion d'honneur, l'institut Georges Pompidou etc..) - auteur d'ouvrages qui ont fait date, est reconnu par ses pairs comme l'une des grandes références morales et intellectuelles contemporaines.

L'ÉCONOMIE DÉSIRABLE

SORTIR DU MONDE THERMO-FOSSILE

par Pierre VELTZ



L'économie désirable
Sortir du monde thermo-fossile
 Edition Seuil
 128 pages - 11,80 euros
[Commander en ligne](#)

Pierre Veltz s'interroge sur la mutation actuelle de la « société hyper-industrielle », engendrée à la fois par la responsabilisation sociale et environnementale des entreprises et par la crise pandémique.

Il se demande si cette évolution ne conduit pas à une impasse, dans la mesure où certains fondamentaux de « l'économie verte » ne sont pas clairement définis. Il constate que les moteurs et les indicateurs de l'activité productive sont toujours la création de valeur financière pour les actionnaires.

Les leviers de la santé, de l'éducation, de la culture et du bien-être ne sont pas valorisés, sinon seulement comme des charges ou des facteurs indirects de productivité. L'auteur plaide en faveur de l'émergence de nouveaux « cadres structurés » - d'une nouvelle « grammaire productive » - fondée sur des valeurs à la fois financières et extra-financières. Il prône une recherche de cohérence entre les économies micro (l'entreprise) et macro (la société). Il déplore que les seuls indicateurs officiels mesurant les impacts de la pandémie, soient la chute du PIB (qui cumule des valeurs ajoutées comptables), les faillites d'entreprises et les pertes d'emplois.

Il appelle donc à une refondation du paradigme socio-économique qui régit la société humaine.

- **Jean-Jacques Pluchart**

L'AUTEUR



Pierre VELTZ

(X-Mines) est ingénieur et sociologue. Il préside l'établissement public Paris Saclay. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « La société hyper-industrielle, Le nouveau capitalisme productif », Eds du Seuil, 2017.

VALORISER LE CAPITAL IMMATÉRIEL DES ENTREPRISES INNOVANTES

par Bernard ATTALI, Jacky OUZIEL, Gilles TRIGANO, Stéphane BELLANGER

L'évaluation des entreprises constitue une des problématiques majeures de l'économie « post-covid ». La chute de la rentabilité, l'envolée de l'endettement et la dématérialisation accélérée des processus des PME françaises, entraîneront les refinancements, les regroupements ou les faillites de nombreuses d'entre elles.

Ces opérations donneront lieu à des évaluations de leurs actifs et passifs, qui s'avèreront d'autant plus fréquentes et difficiles que les PME non rentables (dites « zombies ») représentaient déjà plus de 15 % de l'ensemble des entreprises françaises avant la crise.

Or, les méthodes conventionnelles sont de moins en moins adaptées à des entreprises confrontées à des environnements « volatiles, incertains, complexes et ambigus » (*syndrome VUCA*).

Les analystes s'efforcent d'engager des processus d'évaluation à la fois multi-méthodes, itératifs et dynamiques de valorisation. Ils font notamment appel à des notations (scorings) des compétences des entrepreneurs et des managers, des capacités dynamiques des équipes, de la soutenabilité des modèles d'affaires, de la conformité des procédures, de l'agilité des systèmes d'information et de l'acceptabilité des externalités sociales, sociétales et environnementales des activités productives.

Afin de concilier ces paramètres, l'évaluation s'inscrit dans un processus d'apprentissage par des simulations, des combinaisons et des négociations collectives visant à transformer une valeur stratégique en prix négocié. Ce processus est parfois organisé suivant un graphe *MPM* (Méthode des Potentiels Méta) qui

tend à réduire l'asymétrie d'information entre les parties prenantes actuelles et futures de l'entreprise évaluée.

Parmi les nouvelles méthodes, celle de la référence *Value* est basée sur le modèle DCF avec des *cash-flows* inflatés à un taux de croissance moyen du secteur, corrigé par un *rating IR* (qualité des actifs immatériels) et un *rating SR* (soutenabilité des avantages stratégiques).

Le *rating IR* évalue 4 actifs pondérés (humain, savoirs, marque, clients). Le taux d'actualisation retenu est établi à partir des *ratings IR, FR* (résultat financier), *ER* (contexte économique) et *DR* (transparence des données).

- Jean-Jacques Pluchart



*Valoriser le capital immatériel
des entreprises innovantes*

RB Editions - 144 pages

22.00 €

[Commander en ligne](#)

LES AUTEURS



Ouvrage collectif

*Les auteurs sont experts financiers,
avocats d'affaires et formateurs.*

L'ÉCONOMIE, LA FINANCE ET L'ASSURANCE APRÈS LA COVID-19

Ouvrage collectif de la Revue d'Economie Financière et RISQUES « les cahiers de l'assurance »

D'évidence, cette nouvelle parution collective rassemble les plumes les plus éminentes et expertes de ces domaines, douloureusement impactées par la Pandémie portée par la Covid-19.

Il est vrai que cette crise inédite méritait au plan de l'analyse comme de celui de l'action pour la sortie de crise, une synergie sans doute inégalée par temps de paix : « [...] un choc imprévisible et majeur avec des effets lourds pour tous les pays européens et, face à ce choc une réponse rapide et convergente des autorités publiques est à l'oeuvre... » précise d'emblée le gouverneur François Villeroy de Galhau. Mais, le premier prix à payer, (probablement pas le dernier), est celui d'une hausse significative de l'endettement public dont il faudra, lorsque la France aura retrouvé le niveau d'activité d'avant crise, retrouver une indispensable trajectoire de désendettement.

Grace à une mobilisation historique du « *policy mix* » de l'Europe, le soutien de la BCE comme l'avancée majeure du plan de relance européen, les effets négatifs sur la croissance ont été amortis, et constituent l'ébauche d'une réelle politique budgétaire commune. Le secteur financier a bien résisté mais doit « être plus rentable et durable » : renforcer la solidité des entreprises pour assurer la solidité du système bancaire confronté aux défis de la rentabilité, de la solvabilité et de la régulation (Bâle III) comme de la digitalisation.

Mais l'autre grand enjeu restera celui de la place majeure que devra prendre le système financier dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Comme le démontre les éminents contributeurs des cinq chapitres de cette parution en tous points exceptionnelle et très documentée, l'avenir de la sortie de crise s'inscrit « [...] sur une ligne de crête étroite, entre confiance et vigilance » pour sécuriser les institutions financières en leur permettant de rester résolument dans leur mission au service de l'intérêt général.

Plus que jamais, l'intermédiation financière adossée à ce gisement des 90 milliards d'épargne supplémentaire amassée au cours de la crise et d'un autre côté, les dizaines de milliards de besoins additionnels en fonds propres des entreprises, devra faire preuve d'imagination et d'innovation : « La barre reste haute » pour, à la fois, servir la reconstruction, réorienter l'épargne, sans pour autant exposer les épargnants à des risques qu'ils comprennent peu et qu'ils ne souhaitent pas, sauf rares exceptions, en tout cas assumer.

Comme le démontrent Olivier Pastré et Christian de Boissieu, les risques de cette nouvelle crise, compliqués par une dynamique différenciée entre secteurs, va très au-delà d'un nouveau débat sur la régulation des banques comme en 2008, l'opinion commence à comprendre qu'elles sont non pas le « problème mais la solution ».

Ces nouveaux risques touchent au climat, aux délocalisations comme à la globalisation. Les effets géopolitiques seront majeurs (USA - Chine - Europe - Asie) avec la tentation récurrente de chercher un bouc émissaire.

L'ÉCONOMIE, LA FINANCE ET L'ASSURANCE APRÈS LA COVID-19

Ouvrage collectif de la Revue d'Economie Financière et RISQUES « les cahiers de l'assurance »

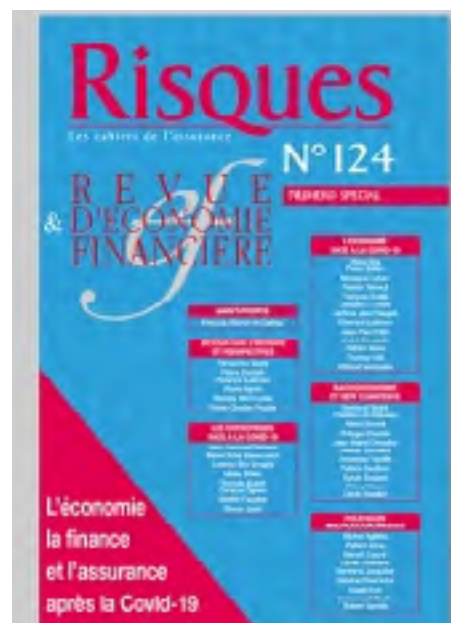
Le monde de l'après-Covid pourrait être celui de la multiplication des conflits, entre Etats et Gafam par exemple, mais aussi sociaux ou professionnels pouvant conduire vers un capitalisme plus dur, touchant au partage des revenus, à la concurrence fiscale, aux délocalisations vers les pays à faibles coûts salariaux comme sur le sujet de la transition énergétique.

Au total, souligne le Président du Cercle des Economistes, Jean-Hervé Lorenzi, « [...] la croissance potentielle, le recul de l'investissement des entreprises et la perte de capital humain seront largement menacés... ».

Aussi, rien n'est plus important pour relever tous ces défis que chaque acteur joue pleinement son rôle et le plus efficacement possible et que, le système financier, au sens large, redevienne résilient et réactif.

*Des regards croisés qui éclairent
lumineusement « l'après crise Covid »
- Immanquable -*

- Jean-Louis Chambon



L'ÉCONOMIE, LA FINANCE et L'ASSURANCE
Après la Covid -19
Numéro spécial - la Revue d'Economie Financière
et RISQUES « les cahiers de l'assurance »
AEF - 4^e trimestre 2020 -
312 pages - 50 €

*Avant-propos par
François Villeroy de GALHAU*

[Commander en ligne](#)

LES AUTEURS



Ouvrage collectif

*Les auteurs sont experts financiers,
avocats d'affaires et formateurs.*

CAPITALISME ET TECHNOLOGIE

LES LIAISONS DANGEREUSES

VERS LES MÉTIERS DE DEMAIN

Pascal DE LIMA

Dans le nouveau système capitaliste, l'évolution des technologies, modifie tendanciellement la structure des emplois en raison d'une recherche continue d'efficacité. Il s'ensuit qu'émerge une forme de « société de la sélection » où les moyens technologiques et les modes de raisonnement remettent en cause les fondements même du marché du travail et les principes d'une société démocratique qui tend alors vers un capitalisme totalitaire.

Car « [...] la technologie pousse toujours vers plus de technologie [...] », la polarisation se renforce avec le temps et se traduit par « [...] une forme d'arbitraire en restreignant les choix possibles et en rationalisant les procédés... ».

L'Ère du « capitalisme-système d'information » (capitalisme disciplinaire) s'est ouverte avec l'ingénierie des nouvelles technologies, de leurs moteurs de recherches qui analysent sans relâche la performance des collaborateurs et de l'ensemble des acteurs économiques.

Si les innovations modernes peuvent constituer de formidables opportunités créant de nouveaux métiers et en enrichissant bien d'autres, cela va aussi avec la disparition de ceux qui sont emportés par le vent de l'Histoire... La « destruction créatrice », chère à Schumpeter, est à l'œuvre plus que jamais. Certes, le thème du chômage technologique reste très controversé car les thèses qui s'affrontent sur le sujet font dans le « blanc ou noir », rarement dans la nuance : soit les technologies vont totalement se substituer au travail, soit au contraire elles créeront des emplois directs et indirects...

Les liaisons entre capitalisme et technologie restent dangereuses et les fondements sur toutes ces craintes sont loin d'être utopiques... Beaucoup peuvent d'ailleurs en témoigner : des chauffeurs de taxis face à Uberpop, aux kiosques à journaux et autres journalistes face à Google, aux disquaires face à Apple etc. Mais le risque serait de refuser de s'adapter en s'exposant à être emporté par la vague montante des inégalités qui accompagne la transformation des métiers et entretient l'instabilité dans nos démocraties.

Aussi, pour l'auteur la création d'un « Revenu Universel » dont l'ampleur et le périmètre restent à préciser, permettrait de répondre à cette exigence de demande de sens et de visibilité sur les carrières qui touchent la quasi-totalité des classes sociales, en particulier la classe moyenne. Un chemin pour échapper à une crise de la surproduction en anticipant sur les tensions aux conséquences sociales ravageuses.

L'auteur dépasse largement son analyse très documentée, parfois sans appel, des risques de la confrontation des technologies avec l'emploi et le capitalisme pour proposer un large éventail de pistes (14 messages susceptibles de répondre à ces défis) il reste que les développements sur « LA » solution du revenu universel, « simple revenu d'existence ou véritable complément de revenu », restent un peu dans les généralités du sujet.

Ils mériteraient d'être approfondis notamment en termes de conséquences sociétales et culturelles sur les générations montantes et anciennes.

CAPITALISME ET TECHNOLOGIE

LES LIAISONS DANGEREUSES

VERS LES MÉTIERS DE DEMAIN

Pascal DE LIMA

Pour « aller vers les métiers de demain » en gagnant la bataille du pouvoir d'achat, chère aux « gilets jaunes », il faudra d'abord gagner celle de l'emploi, face aux technologies et à leurs liaisons dangereuses.

« [...] Les sociétés occidentales vont tendre vers une structure sociale en forme de sablier, creuse au milieu, c'est à dire au niveau des classes moyennes, épaisse en haut et en bas, c'est-à-dire au niveau des postes à très haute qualification et ceux à basse qualification, une catégorie socioprofessionnelle correspondant à un emploi lié à un niveau de revenu... ».

Le capitalisme technologique cannibalise le capitalisme industriel et financier. Il entraîne les métiers vers des mutations profondes, lourdes pour l'emploi.

Un essai stimulant qui éclaire une face sombre des technologies.

- Jean-Louis Chambon



*Capitalisme et technologie
- Les liaisons dangereuses -
Vers les métiers de demain
Editeur Forbes
381 pages - 22 €*

[Commander en ligne](#)

L'AUTEUR



Pascal de LIMA

Professeur en Economie - Sciences Po et Essec, très présent médiatiquement et auteur de plus de 200 tribunes économiques.

LA FINANCE AUTORITAIRE, VERS LA FIN DU NÉOLIBÉRALISME

Marlène BENQUET, Théo BOURGERON

Les auteurs soulèvent la thèse selon laquelle le monde d'après-Covid ne sera plus régi par un libéralisme néo-keynésien fondé sur une finance bancaire régulée, mais par un « libertarianisme autoritaire » dominé par la « finance de l'ombre » (ou *shadow banking*).

Ils développent un raisonnement à la fois rigoureux et documenté, afin de démontrer que le Brexit a été moins provoqué par un rejet de « l'asphyxie bruxelloise » par le peuple anglais, que par l'activisme d'un mouvement *pro-leave* fomenté par les investisseurs de la finance de l'ombre (*hedge funds*, capital-investisseurs, gestionnaires d'actifs, *traders* quantitatifs...), opposés à la « surréglementation » européenne des marchés financiers.

Ces fonds ont soutenu de puissants *think tanks*, lobbies et influenceurs d'opinion (comme Atlas Network et Cambridge Analytica).

Leur ambition serait de transformer le Royaume Uni en « *place offshore globale* » ou « *Singapour-on-Tamise* », ouverte sur le *Commonwealth*, les Etats-Unis et l'Asie-Pacifique.

Ils rejettent le keynésianisme et le consensus de Washington.

Ils se réclament d'un « capitalisme tardif » théorisé en 2014 par Bellringer et Michie, qui ont radicalisé les pensées de Friedrich Hayek et de Milton Friedman. Ils prônent des gouvernances oligarchiques de l'Etat et actionnariales de l'entreprise.

Ils soutiennent une « privatisation de la nature », estimant qu'un marché socialement responsable est plus à même que l'Etat de protéger l'environnement.

Les auteurs considèrent que cette nouvelle forme de capitalisme – observée dans un nombre croissant de pays sur tous les continents – ne peut longtemps s'imposer en raison de son caractère conflictuel et rétrograde.

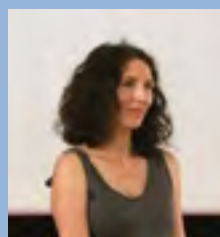
- Jean-Jacques Pluchart



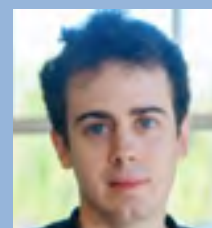
*La finance autoritaire,
Vers la fin du néolibéralisme,
Eds Raison d'agir,
160 pages - 10 €*

[Commander en ligne](#)

LES AUTEURS



Marlène BENQUET



Théo BOURGERON

Sociologues et enseignants-chercheurs dans les Universités de Nanterre et d'Edimbourg.

40 ANS D'ÉGAREMENTS ÉCONOMIQUES. QUELQUES IDÉES POUR EN SORTIR

Jacques DE LAROSIÈRE

Le dernier livre de Jacques de Larosière est une magistrale leçon administrée aux gouvernants français des quatre dernières décennies. Son message est d'autant plus dérangeant qu'il n'émane pas d'un leader politique ou d'un économiste hétérodoxe, mais d'un financier mondialement reconnu. Avec un grand sens pédagogique, l'ancien gouverneur de la Banque de France et président de la BERD montre que la France « décroche » dans pratiquement tous les domaines : la baisse de la croissance économique, la chute de la productivité industrielle, la destruction d'emplois productifs, le recul de l'enseignement, la fuite des cerveaux, le déséquilibre du commerce extérieur, la baisse du pouvoir d'achat des ménages, le creusement des déficits budgétaires, l'envolée des endettements publics et privés...

La perception du déclin français est amplifiée par des références systématiques à l'Allemagne, le « meilleur élève » de l'Union européenne.

Par quelques chiffres puisés aux meilleures sources, il analyse l'enchaînement des facteurs qui ont alimenté cette spirale : la désindustrialisation accélérée, l'alourdissement des dépenses publiques, la montée de la pression fiscale, un centralisme bureaucratique dupliquant un « millefeuille territorial », mais aussi, l'instauration des 35 heures et le maintien de la retraite à 62 ans.

Il souligne que les politiques successives de redistribution n'ont pas comblé la fracture sociale ni dissipé le « mal-être des français » - perceptible dans les grèves et le mouvement des gilets jaunes.

Jacques de Larosière redoute la perpétuation, après la pandémie, du « quoiqu'il en coûte » et de « l'illusion monétaire ». Il rappelle que notre économie était déjà fragilisée avant la crise et qu'une remontée de l'inflation et des taux d'intérêt exigerait la prise de mesures fiscales et sociales difficilement supportables. Il alerte sur les multiples dangers de l'annulation des dettes publiques détenues par la BCE. Il en appelle au bon sens des gouvernants et des partenaires sociaux pour revenir à l'orthodoxie budgétaire et à la restauration de la rentabilité des entreprises.

Son message est d'autant plus troublant qu'il a conscience de son caractère désespéré, en raison du tropisme électoraliste de la classe politique et de l'attachement des français à un modèle social malheureusement inadapté au « monde d'après ».

- Jean-Jacques Pluchart

40 ANS D'ÉGAREMENTS ÉCONOMIQUES. QUELQUES IDÉES POUR EN SORTIR

Jacques DE LAROSIÈRE

Jacques
de Larosière

40 ans
d'égarements
économiques

Quelques idées
pour en sortir



*40 ans d'égarements économiques.
Quelques idées pour en sortir*
Eds Odile Jacob,
207 pages - 21.90 €

[Commander en ligne](#)

L'AUTEUR



Jacques de LAROSIÈRE

a été notamment Directeur du Trésor, directeur général du Fonds monétaire international, Gouverneur de la Banque de France et président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Convergence

La revue interprofessionnelle incontournable



Découvrir Convergence

Accéder à la boutique



OU RENDEZ-VOUS SUR WWW.CCEF.NET
RUBRIQUE PUBLICATIONS > CONVERGENCE > COMMANDE EN LIGNE

[Cliquez ici pour visualiser ce mail dans votre navigateur](#)



Communiqué du 17 février 2021 adressé aux organismes de formation

Objet: formulaire unique intitulé "Attestation de présence et de règlement"

Mesdames, Messieurs les Responsables d'organismes de formation,

Dans le cadre d'une prise en charge individuelle complétée par un professionnel libéral sur la plateforme du FIF PL et afin qu'il puisse obtenir un prix en charge de la part de notre organisme. de prise en charge), ce dernier doit justifier:

1. Sa participation effective à la formation concernée par sa demande de prise en charge,
2. Le règlement de sa formation.

A cet effet, le FIF PL met à disposition du professionnel libéral un formulaire unique, regroupant ces justificatifs, intitulé "Attestation de présence et de règlement".

Ce formulaire, adapté à tout mode de formation suivie, à savoir en présentiel, e-learning ou blended-learning, doit être complété, daté et signé par l'organisme de formation, à l'issue de la formation, avec le cachet dit organisme.

Suivant le mode de formation suivie par le professionnel, l'organisme de formation complètera:

- La partie 1 pour une formation s'étant déroulée en totalité en présentiel (ou en visioconférence ou en classe virtuelle)
- La partie 2 pour une formation s'étant déroulée en totalité en e-learning
- Les parties 1 et 2 pour une formation s'étant déroulée à la fois en présentiel et en e-learning

Nous vous remercions de bien vouloir accepter de compléter et de remettre ce formulaire unique à chacun de vos stagiaires susceptibles d'adresser une demande de prise en charge au FIF PL.

Ce formulaire est téléchargeable sur le site du FIF PL, soit dans l'espace Profession libérale soit dans l'espace Organisme de formation, ou encore en cliquant sur le lien ci-après:

[Attestation de présence et de règlement](#)

Salutations distinguées et cordiales.

Le FIF PL

www.fifpl.fr

[Pour ne plus recevoir de courriels de notre part, il vous suffit de vous rendre sur cette page](#)